

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA COMMUNE

N°164

PERIODE DU 1^{ER} AU 31 DECEMBRE 2017

CONSULTATION SUR PLACE :

Accueil de la Mairie 46 Avenue de Gameville 31650 Saint-Orens de Gameville – 05.61.39.00.00

Horaires : du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30. Le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30

ARRETES

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil ;

Considérant qu'il importe de déléguer à **Monsieur Jean-Pierre GODFROY**, Conseiller Municipal, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 19 janvier 2018 à 16 heures 30 minutes au 22 janvier 2018 à 08 heures 30 minutes.

ARRETE S/N° A 2017-479

ARTICLE 1

Monsieur Jean-Pierre GODFROY est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoint, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 19 janvier 2018 à 16 heures 30 minutes au 22 janvier 2018 à 08 heures 30 minutes.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

**Pour Madame le Maire empêchée,
Par suppléance**

Serge JOP
Adjoint aux Maire



Fait à Saint-Orens de Gameville le : *27 décembre 2017*

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : *27 décembre 2017*

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil ;

Considérant qu'il importe de déléguer à **Monsieur David ANDRIEU**, Conseiller Municipal,
les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 12 janvier 2018 à 16 heures 30
minutes au 15 janvier 2018 à 08 heures 30 minutes.

ARRETE S/N° A 2017-478

ARTICLE 1

Monsieur David ANDRIEU est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par
empêchement des Adjointes, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles,
du 12 janvier 2018 à 16 heures 30 minutes au 15 janvier 2018 à 08 heures 30 minutes.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,
est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée
à :

- Monsieur le Préfet
- L'Intéressé

Pour Madame le Maire empêchée,
Par suppléance

Serge JOP
Adjoint au Maire



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 27 décembre 2017

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 27 décembre 2017

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil ;**

Considérant qu'il importe de déléguer à **Madame Sophie CLEMENT**, Conseillère Municipale, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 05 janvier 2018 à 16 heures 30 minutes au 08 janvier 2018 à 08 heures 30 minutes.

ARRETE S/N° A 2017-477

ARTICLE 1

Madame Sophie CLEMENT est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 05 janvier 2018 à 16 heures 30 minutes au 08 janvier 2018 à 08 heures 30 minutes.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

**Pour Madame le Maire empêchée,
Par suppléance**

Serge JOP
Adjoint au Maire



Fait à Saint-Orens de Gameville le : *27 décembre 2017*

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : *27 décembre 2017*

En publication, affichage ou notification le :

Madame le Maire,

Je soussigné, Monsieur Grégoire DELBRUEL, président de l'association FET TIF REUNION, domiciliée au 1, rue du Maine Apt n°5, 31100 Toulouse, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire, à Saint-Orens de Gameville, place Jean Bellières, à l'occasion d'un Spectacle Humoristique.

- Le samedi 17 février 2018 de 19h00 à 23h59

Nom et signature de l'intéressé :

DELBRUEL

Le 21/01/2018

ARRETE S/N° A 2017-476

Le Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8.

Vu le Code de la Santé Publique et notamment, les articles L.3334-2 et L.3352-5,

Vu l'arrêté municipal le numéro 2017-87 du 10 mars 2017 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, adjoint au Maire en matière d'urbanisme et d'aménagement urbain, de logement, de sécurité, de prévention, de communication, du protocole, de la défense, des anciens combattants.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire présentée le 22 décembre 2017, par Monsieur Grégoire DELBRUEL, président de l'association FET TIF REUNION, domiciliée au 1, rue du Maine Apt n°5, 31100 Toulouse.

ARTICLE 1 :

Monsieur Grégoire DELBRUEL, président de l'association FET TIF REUNION, domiciliée au 1, rue du Maine Apt n°5, 31100 Toulouse, est autorisée à établir un débit de boisson temporaire, place Jean Bellières, à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion d'un Spectacle Humoristique :

- Le samedi 17 février 2018 de 19h00 à 23h59.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Madame le Maire de Saint-Orens,
Par délégation.

Serge JOP
Adjoint au Maire

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 27 décembre 2017.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le :



Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande du pétitionnaire en date du 22/12/2017, stationnement d'une grue

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N° A 2017-475

ARTICLE 1

PÉTITIONNAIRE
NOM : Société ISB
ADRESSE : 4 rue du Cagire
31120 PINSAGUEL
Responsable chantier : Julien ROUX
Tel : 06 64 48 59 40
Mail : jroux@isb31.fr

- Autorisation de stationnement d'une grue sur la rue de Tucard avec rue barrée. Une déviation sera mise en place par la rue du Pastel et la rue André Grèzes ou rue de Nazan.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines doit être constamment assuré.

Durée des travaux et de la modification de la circulation:

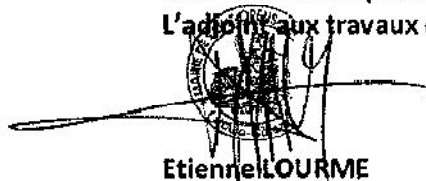
22 décembre 2017

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie



Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 22/12/17

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Demande déposée le 04/08/2017 et complétée le 21/11/2017		N° PC 031 506 17 00028	
Par :	SAS LYMO	Surface de plancher créée :	1095 m²
Demeurant à :	3 AVENUE DIDIER DAURAT 31400 TOULOUSE	Nb de logements :	18
Représenté par :	Monsieur ROUCHER GILLES	Nb de bâtiments :	2
Pour :	DEMOLIR UNE MAISON INDIVIDUELLE ET EDIFIER 18 LOGEMENTS EN DEUX BATIMENTS COLLECTIFS AINSI QU'UN GARAGE INDEPENDANT	Destination :	Habitation
Sur un terrain sis :	1 RUE DE NAZAN BH 119		

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire valant permis de démolir susvisée,
 Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 10/03/2017,
 Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,
 Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 modifié le 14 avril 2016 et mis à jour le 1^{er} août 2016,
 Vu le complément de dossier déposé en date du 21/11/2017,
 Vu l'avis favorable de Toulouse Métropole, Direction du Cycle de l'Eau en date du 23/08/2017,
 Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de Toulouse Métropole, Direction Déchets et Moyens Techniques - Service exploitation en date du 28/08/2017,
 Vu l'avis favorable avec prescriptions de Toulouse Métropole, Service Développement Urbain et Foncier- Pôle Territorial Est en date du 31/08/2017,
 Vu l'avis favorable avec prescription d'ENEDIS et émis sur la base d'un projet d'une puissance de raccordement de 184 KVA triphasé en date du 07/09/2017,
 Vu l'avis favorable avec prescription du Service Départemental d'Incendie et de secours de la Haute-Garonne, Groupement Nord-Est en date du 22/09/2017,
 Vu l'avis favorable de Toulouse Métropole Service Urbains Mobilités Gestion Réseaux en date du 04/10/2017,
 Vu l'avis favorable avec prescriptions du Service Départemental d'Architecture et du Patrimoine de la Haute-Garonne en date du 09/11/2017,

ARRETE S/N°A 2017-474

ARTICLE 1

Le permis de construire, valant permis de démolir est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée, sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS

Les prescriptions émises par le service de la Direction du Cycle de l'Eau de Toulouse Métropole en date du 23/08/2017, de la Direction Déchets et Moyens Techniques - Service exploitation de Toulouse Métropole en date du 28/08/2017, du Service Développement Urbain et Foncier- Pôle Territorial Est de Toulouse Métropole en date du 31/08/2017, d'ENEDIS en date du 07/09/2017, du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne, Groupement Nord-Est en date du 22/09/2017, du Service Urbains Mobilités Gestion Réseau de Toulouse Métropole, en date du 04/10/2017, du Service Départemental d'Architecture et du Patrimoine de la Haute-Garonne en date du 09/11/2017, dont les avis sont annexés au présent arrêté, devront être respectées.

Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux avant le début des travaux.

Par ailleurs, le titulaire de la présente autorisation devra planter, conformément à l'article UB13-4.2 du PLU susvisé, 7 arbres supplémentaires autour des 14 places de stationnement aériennes.

ARTICLE 3

Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole – Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

ARTICLE 4

La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP

Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 22/12/2017

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 26 DEC. 2017

En publication, affichage ou notification le : - 5 JAN. 2018

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.
 - **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :
 - soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
 - soit déposée contre décharge à la mairie.
 - **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.
 - **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.
 - **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*
- Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T17SOG10395
Vu la demande du pétitionnaire en date du 21/12/17, changement d'un poteau télécom

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N° A 2017-472**ARTICLE 1**

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : Orange ADRESSE : 45 rue de Soupetard 31000 TOULOUSE Responsable chantier : Jean-Sébastien BEDIEE Tel : 05 61 14 19 14 Mail : jsbediee.ext@orange.com	NOM : SCOPELEC LABEGE ADRESSE : Rue Claude Chappe 31670 RAMONVILLE SAINT AGNE Responsable chantier : Bernard SAINT-PE Tel : 05 62 24 51 09 Mail : BSTPE@groupe-scopelec.fr

- Autorisation de circulation alternée par feux tricolores.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

Durée des travaux et de la modification de la circulation:

02 au 12 janvier 2018

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie



Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 22/12/17

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande du pétitionnaire en date du 21/12/2017, fuite réseau travaux urgents

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N° A 2017-471

ARTICLE 1

PETITIONNAIRE
NOM : SUEZ EAU FRANCE
ADRESSE : 8 rue Evariste Gallois CS 635 34500 BEZIERS
Responsable chantier : Damien DESFRENE
Tel : 04 67 35 43 30
Mail : ordo.erpm@lyonnaise-des-eaux.fr

- Autorisation de travaux en circulation alternée avec occupation des trottoirs et plus généralement toute la signalisation adaptée au chantier en cours.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines doit être constamment assuré.

Durée des travaux et de la modification de la circulation:

01 janvier au 31 décembre 2018

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie**


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 22/12/2017

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

**ARRETÉ PORTANT RETRAIT DE LA
DÉLÉGATION DE FONCTION ET DE
SIGNATURE CONSENTIE A MADAME
CAROLINE COLOMINA**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-18,
Vu l'arrêté municipal n°2014-23079 du 22 avril 2014 portant délégation de fonction et de
signature accordée à Madame Caroline COLOMINA en matière d'activités des aînés, de
services à la personne et de maintien à domicile ;**

**Considérant que pour la bonne organisation de la gestion de la commune, il convient de
procéder à une affectation différente des délégations confiées à Madame Caroline
COLOMINA ;**

ARRETE S/N° A 2017-470

ARTICLE 1

L'arrêté n°2014-23079 du 22 avril 2014 portant délégation de fonction et signature à
Madame Caroline COLOMINA est abrogé.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera affiché et inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et
copie adressée à :

- A Monsieur le Préfet
- A l'intéressée
- Au receveur municipal.

Madame le Maire de Saint-Orens


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21/12/2017

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 21 DEC. 2017

En publication, affichage ou notification le : 21 DEC. 2017

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code du travail, et notamment ses articles L. 3132-26, L. 3132-27 et R. 3132-21,
Vu la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 01-88-2017 en date du 7 novembre 2017 portant avis favorable à la proposition d'autoriser des dérogations au repos dominical pour l'année 2018,

Vu la délibération de Toulouse Métropole n° DEL 17-0509 en date du 3 octobre 2017 approuvant des dérogations au repos dominical ces mêmes 7 dimanches,

Vu l'accord de bonne conduite pour 2018 signé par certaines organisations syndicales et patronales représentatives sous l'égide du Conseil Départemental du Commerce,

Considérant qu'il convient d'harmoniser l'ouverture de tous les commerces de détail d'une même branche professionnelle afin d'éviter une concurrence déloyale de nature à compromettre le fonctionnement normal des établissements de commerce,

Considérant le projet d'autoriser des dérogations au repos dominical pour l'année 2018,

Considérant que le Conseil Municipal a été consulté le 7 novembre 2017,

Considérant que l'arrêté du maire doit être pris sur avis conforme de l'EPCI à fiscalité propre dont la commune est membre.

ARRETE S/N° 2017-469

ARTICLE 1

Les commerces de détail, hors biens culturels, d'ameublement, de jardinage et de bricolage, employant des salariés sur la commune de Saint-Orens de Gameville sont autorisés à ouvrir les dimanches suivants :

14 janvier, 1^{er} juillet, 9 septembre, 2, 9, 16 et 23 décembre 2018

Les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure à 400 m², employant des salariés sur la commune de Saint-Orens de Gameville, sont autorisés à ouvrir 7 dimanches parmi les 10 dimanches suivants :

**14 janvier, 4 mars, 15 avril, 1^{er} juillet, 9 septembre, 4 novembre,
Et 2, 9, 16 et 23 décembre 2018**

ARTICLE 2

Les commerces de détail employant des salariés sont autorisés à ouvrir les dimanches identifiés à l'article 1er qu'à la stricte condition de :

- Ne faire appel qu'au volontariat
- De respecter les amplitudes horaires suivantes : 9h à 20h ou 10h d'amplitude maximum sans ouvrir au-delà de 20h.

ARTICLE 3

Les apprentis ne pourront pas travailler ces jours-là.

ARTICLE 4

Aucune pression, aucune sanction, ne pourra être exercée ou prise à l'encontre des salariés qui refuseront de travailler les dimanches mentionnés à l'article 1^{er}.

ARTICLE 5

Les heures de travail effectuées ces dimanches seront rémunérées selon un taux horaire égal au double du taux horaire habituel.

ARTICLE 6

Les dispositions du Code du travail seront naturellement applicables.

L'amplitude d'ouverture posée à l'article 2 ne saurait faire échec aux règles applicables spécifiquement à chaque établissement, suivant accord de branche ou convention collective propre à chaque entreprise, en matière de durée et d'amplitude journalière de travail de leurs salariés.

ARTICLE 7

Un repos compensateur, égal à la durée du travail effectué ces dimanches, devra être **OBLIGATOIREMENT** donné au salarié concerné, à sa demande, soit dans la semaine suivant l'ouverture, soit avant le 15 février 2019 pour l'année 2018.

Pour cela, l'employeur devra afficher dans son établissement, suivant l'accord de branche ou la convention collective propre à chaque entreprise, les modalités de prise du repos compensateur, en communiquer le double aux services de la DIRECCTE, UT de la Haute-Garonne, qui en contrôleront le respect.

Ce repos compensateur constituera donc un droit à congé rémunéré (application de l'article L.3132-27 du Code du travail).

ARTICLE 8

Ces dispositions sont également applicables au personnel d'encadrement.

ARTICLE 9

En ce qui concerne la rémunération, le repos compensateur et plus généralement toutes les dispositions concernant les relations du travail dans l'entreprise, ces dispositions ne se substituent pas aux accords d'entreprises ou conventionnels plus favorables.

ARTICLE 10

Ces dispositions ne concernent pas les entreprises qui n'emploient pas de salariés.

ARTICLE 11

Lorsque le repos dominical a été supprimé le jour d'un scrutin national ou local, l'employeur prend toute mesure nécessaire pour permettre aux salariés d'exercer personnellement leur droit de vote.

ARTICLE 12

Pour les commerces de détail alimentaire, dont la surface de vente est supérieure au seuil mentionné au premier alinéa de l'article 3 de la loi n°72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, lorsque les jours fériés mentionnés à l'article L. 3133-1 du Code du travail, à l'exception du 1er mai, sont travaillés, ils sont déduits par l'établissement des dimanches désignés par le présent arrêté, dans la limite de trois.

ARTICLE 13

Le présent arrêté sera affiché, publié au recueil des actes administratifs de la commune et une copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne
- Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie de Saint-Orens
- Le Directeur de la DIRECCTE
- Monsieur le Chef de la Police Municipale de Saint-Orens

Qui sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 19 DEC. 2017

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 20 DEC. 2017

En publication, affichage ou notification le : 20 DEC. 2017

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande du pétitionnaire en date du 19/12/2017, chantiers mobiles

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N° A 2017-467

ARTICLE 1

PETITIONNAIRE
NOM : Circet ADRESSE : 12 rue de Caulet 31300 TOULOUSE Responsable chantier : Olivier SUAOU Tel : 05 61 15 15 49 / 06 33 31 06 24 Mail : Olivier.suaou@circet.fr

- Autorisation de travaux en circulation alternée avec occupation des trottoirs et plus généralement toute la signalisation adaptée au chantier en cours.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines doit être constamment assuré.

Durée des travaux et de la modification de la circulation:

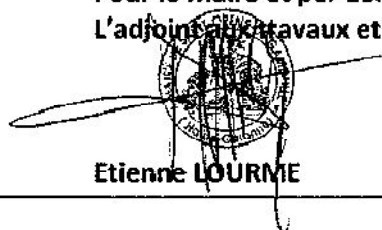
01 janvier au 31 décembre 2018

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 19/12/2017

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande du pétitionnaire en date du 15/12/2017, stationnement de camion porteur

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N° A 2017-466

ARTICLE 1

PETITIONNAIRE
NOM : Modulo Protect
ADRESSE : ZA Les Saules 16 rue des Tulipes 67600 MUTTERSHOLTZ
Responsable chantier : Christian DECAUDIN
Tel : 03 88 85 98 72
Mail : christian.decaudin@modulo-protect.fr

- Autorisation de stationnement d'un camion porteur au droit du n°38 de l'Avenue de Gameville.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines doit être constamment assuré.

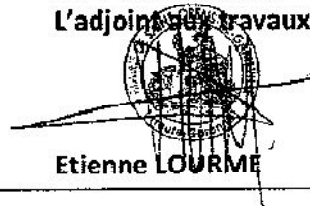
**Durée des travaux et de la modification de la circulation:
16 au 17 janvier 2018**

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie**


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 19/12/17

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande du pétitionnaire en date du 14/12/2017, stationnement camion de déménagement

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N° A 2017-465

ARTICLE 1

PETITIONNAIRE
NOM : BAILLY GM
ADRESSE : 61 rue Pierre Demours 75017 PARIS
Responsable chantier : Roxane MARGONTIER
Tel : 01 69 10 35 23
Mail : roxane.margontier@baillydem.com

- Autorisation de stationnement d'un camion de déménagement au droit du n°52 de la rue de Lalande sur la voie d'accès de la résidence « Villa Les Aloes ».
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines doit être constamment assuré.

**Durée des travaux et de la modification de la circulation:
28 décembre 2017**

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 22/12/17

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T17SOG00245
Vu la demande du pétitionnaire en date du 12/12/2017, branchement électrique

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N° A 2017-461**ARTICLE 1**

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : ENEDIS MOAR ADRESSE : 2 rue Roger Camboulives 31057 TOULOUSE Responsable chantier : Aurélie MARCO Tel : 06 32 33 67 36 Mail : aurelie.marco@enedis.fr	NOM : BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES ADRESSE : 1 Allée de Longuetterre 31850 MONTRABE Responsable chantier : Thibaud MARAVAL Tel : 05 33 65 18 52 Mail : t.maraval@bouygues-es.com

- Autorisation de travaux en alternat par piquet K10.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

Durée des travaux et de la modification de la circulation:

09 au 23 janvier 2018

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie



Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 14/12/17

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T17SOG00136
Vu la demande du pétitionnaire en date du 12/12/2017, raccordement électrique

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETÉ S/N° A 2017-460**ARTICLE 1**

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : ENEDIS MOAR ADRESSE : 34 Boulevard du Général Decrouette 31100 TOULOUSE Responsable chantier : Sébastien JALADE Tel : 05 34 63 75 75 Mail : egd-mp3-moar-toulouse@erdf-grdf.fr	NOM : BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES ADRESSE : 1 Allée de Longuetterre 31850 MONTRABE Responsable chantier : Thibaud MARAVAL Tel : 05 33 65 18 52 Mail : t.maraval@bouygues-es.com

- Autorisation de travaux en alternat par piquet K10 et d'occupation du trottoir.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

Durée des travaux et de la modification de la circulation:

21 décembre 2017 au 04 janvier 2018

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 14/12/17

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande du pétitionnaire en date du 24/11/2017, stationnement d'une nacelle et d'une grue mobile

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N° A 2017-458

ARTICLE 1

PETITIONNAIRE
NOM : APLM – Groupe AUTAA
ADRESSE : 40 route Lalande
33450 MONTUSSAN
Responsable chantier : Sébastien BIDAULT
Tel : 05 56 91 01 85
Mail : s.bidault@autaa.fr

- Autorisation de travaux avec route barrée au droit des n°8 bis et n°10 bis de la Place de la Poste. Une déviation sera mise en place par l'Avenue du Coustou, la rue du Vivier, la rue de la Tour et la rue Béatrice. L'accès aux n°4, 6, 8 et 10 de la Place de la Poste sera effectué en sens inverse du sens de circulation habituel.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines doit être constamment assuré.

Durée des travaux et de la modification de la circulation:
18 au 22 décembre 2017

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 11/12/17

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le : 18/12/2017

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande du pétitionnaire en date du 08/12/17, entretien des fossés

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N° A 2017-457

ARTICLE 1

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : Pôle Territorial Est ADRESSE : 1 rue du Luan 31130 BALMA Responsable chantier : Jean-Marc GUY Tel : 05 67 73 89 00 Mail : pole.est@toulouse-metropole.fr	NOM : SNR ADRESSE : 9 Avenue de Graulhet 81500 LABASTIDE SAINT GEORGES

- Autorisation de travaux en circulation alternée avec occupation des trottoirs et plus généralement toute la signalisation adaptée au chantier en cours.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

Durée des travaux et de la modification de la circulation:

01 janvier au 31 décembre 2018

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie



Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 11/12/17

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande du pétitionnaire en date du 08/12/17, pontage de fissures

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N° A 2017-456

ARTICLE 1

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : Pôle Territorial Est ADRESSE : 1 rue du Luan 31130 BALMA Responsable chantier : Jean-Marc GUY Tel : 05 67 73 89 00 Mail : pole.est@toulouse-metropole.fr	NOM : RCA ADRESSE : ZA Siorac 96 route de Périgueux 24430 ANESSE ET BEAULIEU

- Autorisation de travaux en circulation alternée avec occupation des trottoirs et plus généralement toute la signalisation adaptée au chantier en cours.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

Durée des travaux et de la modification de la circulation:


01 janvier au 31 décembre 2018

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 11/12/17

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande du pétitionnaire en date du 08/12/17, entretien des fossés

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N° A 2017-455

ARTICLE 1

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : Pôle Territorial Est ADRESSE : 1 rue du Luan 31130 BALMA Responsable chantier : Jean-Marc GUY Tel : 05 67 73 89 00 Mail : pole.est@toulouse-metropole.fr	NOM : Entreprise MALET Agence Toulouse Nord ADRESSE : 97 bis chemin de Gabardie 31200 TOULOUSE

- Autorisation de travaux en circulation alternée avec occupation des trottoirs et plus généralement toute la signalisation adaptée au chantier en cours.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

Durée des travaux et de la modification de la circulation:

01 janvier au 31 décembre 2018

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie**



Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 11/12/17

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande du pétitionnaire en date du 08/12/17, entretien des chaussées

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N° A 2017-454

ARTICLE 1

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : Pôle Territorial Est ADRESSE : 1 rue du Luan 31130 BALMA Responsable chantier : Jean-Marc GUY Tel : 05 67 73 89 00 Mail : pole.est@toulouse-metropole.fr	NOM : LHERM TP Midi Pyrénées ADRESSE : Chemin Dubac 31270 CUGNAUX BP 10060

- Autorisation de travaux en circulation alternée avec occupation des trottoirs et plus généralement toute la signalisation adaptée au chantier en cours.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière (livre 1-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

Durée des travaux et de la modification de la circulation:

01 janvier au 31 décembre 2018

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie**


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 11/12/17

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T17SOG00203
Vu la demande du pétitionnaire en date du 08/12/2017, branchement eau potable

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETÉ S/N° A 2017-453

ARTICLE 1

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
NOM : Cycle de l'Eau ADRESSE : 1 Place de la Légion d'Honneur 31505 TOULOUSE Responsable chantier : Pauline DUBOS Tel : 05 81 91 73 81 Mail : pauline.dubos@toulouse-metropole.fr	NOM : CEGETP ADRESSE : Boulevard du Libre Echange 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE Responsable chantier : Jean DUPONT Tel : 06 73 86 39 59 Mail : jean.dupont@cegetp.fr

- Autorisation de travaux avec route barrée.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

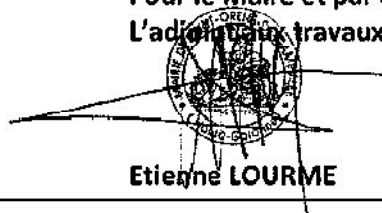
**Durée des travaux et de la modification de la circulation:
18 au 22 décembre 2017**

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie**


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 11/12/17

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

**ARRETÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE DE
CIRCULATION
1 Allée des Champs Pinsons**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18,
R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à
Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T17SOG09539
Vu la demande du pétitionnaire en date du 08/12/2017, réparation de fourreaux télécom

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation ou le stationnement ;

ARRETE S/N° A 2017-452

ARTICLE 1

PETITIONNAIRE	ENTREPRISE chargée des travaux
<p>NOM : COMPLETEL</p> <p>ADRESSE : ZAC de Basso Cambo BP 60616</p> <p>12 Rue Paul Mesplé</p> <p>31106 TOULOUSE Cedex 01</p> <p>Responsable chantier : Styves PHELIPPEAU</p> <p>Tel : 06 12 04 34 88</p> <p>Mail : experts-dret-sud-ouest@sfr.com</p>	<p>NOM : SCOTT</p> <p>ADRESSE : 7 Impasse Peyrandrieu</p> <p>31780 CASTELGINEST</p> <p>Responsable chantier : M. ANTOLINI</p> <p>Tel : 09 54 74 13 53</p> <p>Mail : scott.antolini@free.fr</p>

- Autorisation de restriction de largeur de voie.
- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.
- La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.
- L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

Durée des travaux et de la modification de la circulation:
18 au 22 décembre 2017

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation
 L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 11/12/17

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Demande déposée le 08/09/2017 et complétée le 21/09/2017		N° PC 031 506 17 00030	
Par :	SCCV LP PROMOTION CROIX D'OR	Surface de plancher	
Demeurant à :	25 RUE BAYARD 31000 TOULOUSE	Démolie :	450 m²
		Créée :	2490 m²
Représenté par :	Monsieur AOUN PIERRE	Nb de logements :	41
Pour :	Edifier 2 bâtiments collectifs d'habitation	Nb de bâtiments :	2
Sur un terrain sis :	49 AVENUE DE TOULOUSE (BL 244) et 2 RUE DE SICARD (BL 246)	Destination :	Habitation

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire valant permis de démolir susvisée,
Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 10/03/2017,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013, modifié le 14 avril 2016 et mis à jour le 1^{er} août 2016,
Vu le complément de dossier déposé le 21/09/2017,
Vu l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2006 pour classement de axes bruyants,
Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 28/09/2017 du Service Développement Urbain et Foncier du Pôle Territorial-Est de Toulouse Métropole,
Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 29/09/2017 du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne,
Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 05/10/2017 du service ENEDIS et émis sur la base d'un projet d'une puissance de raccordement de 295 kVA triphasé,
Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 09/10/2017 de Toulouse Métropole – Direction du Cycle de l'eau,
Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 11/10/2017 de la Direction Déchets et Moyens Techniques de Toulouse Métropole,
Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 24/10/2017 des Services Urbains Mobilités Gestion Réseaux de Toulouse Métropole,

ARRETE S/N° A 2017-451

ARTICLE 1

Le permis de construire valant permis de démolir est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée, sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS

Les prescriptions émises par le Service Développement Urbain et Foncier du Pôle Territorial-Est de Toulouse Métropole en date du 28/09/2017, par le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne en date du 29/09/2017, par ENEDIS en date du 05/10/2017, par la Direction du Cycle de l'eau de Toulouse Métropole en date du 09/10/2017, par la Direction Déchets et Moyens Techniques de Toulouse Métropole en date du 11/10/2017, par les Services Urbains Mobilités Gestion Réseaux de Toulouse Métropole en date du 24/10/2017, dont les avis sont annexés au présent arrêté, devront être respectés.

Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux avant le début des travaux.

ARTICLE 3

Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole – Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

ARTICLE 4

La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux Intéressés.

Serge JOP



Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : - 7 DEC. 2017

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 12 DEC. 2017

En publication, affichage ou notification le : 14 DEC. 2017

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGESOUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Demande déposée le 26/05/2017 et complétée les 01/07/2017 et 04/09/2017		N° PC 031 506 17 00015	
Par :	COMMUNE DE SAINT ORENS DE GAMEVILLE	Surface de plancher créée :	5068 m ²
Demeurant à :	46 AVENUE DE GAMEVILLE 31650 ST ORENS DE GAMEVILLE		
Représenté par :	Madame Dominique FAURE		
Pour :	CONSTRUCTION D'UNE MAISON DES ARTS MARTIAUX	Nb de bâtiments :	1
Sur un terrain sis :	CHEMIN DES TUILIERES AA 5	Destination :	Service public ou d'intérêt collectif

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée déposée le 26/05/2017 et complétée le 01/07/2017 et le 04/09/2017,

Vu la demande d'autorisation de travaux n° AT 31.506.17.00005 déposée le 26/05/2017,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 10/03/2017,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013, modifié le 14 avril 2016 et mis à jour le 1^{er} août 2016,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 11/07/2017 du Service Développement Urbain et Foncier du Pôle Territorial-Est de Toulouse Métropole,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 17/07/2017 du service ENEDIS et émis sur la base d'un projet d'une puissance de raccordement de 84 kVA triphasé,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 18/07/2017 de Toulouse Métropole – Direction du Cycle de l'eau,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions en date du 28/08/2017 de la Direction Déchets et Moyens Techniques- Domaine Exploitation de Toulouse Métropole,

Vu l'avis favorable tacite de la Commission consultative Départementale de sécurité et d'accessibilité aux personnes handicapées en date du 03/09/2017,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la Commission d'Arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP en date du 09/11/2017,

ARRETE S/N°A 2017-450

ARTICLE 1

Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée, sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

Le présent permis de construire vaut autorisation de travaux, référencée sous le n° AT 31.506.17.0005.

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS

Les prescriptions émises par le Service Développement Urbain et Foncier du Pôle Territorial-Est de Toulouse Métropole en date du 11/07/2017, par ENEDIS en date du 17/07/2017, par la Direction du Cycle de l'eau de Toulouse Métropole en date du 18/07/2017, par la Direction Déchets et Moyens Techniques de Toulouse Métropole en date du 28/08/2017, par la Commission d'Arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP en date du 09/11/2017, dont les avis sont annexés au présent arrêté, devront être respectées.

Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux avant le début des travaux.

ARTICLE 3

Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole – Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : - 6 DEC. 2017

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : - 7 DEC. 2017

En publication, affichage ou notification le :

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

-une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités

Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - (INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT)

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent commencer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

**ARRETE PORTANT AUTORISATION
D'INSTALLATION D'ENSEIGNES**

DELIVREE PAR LE MAIRE
AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 21/11/2017

N° AP 031 506 17 0011

Par :	SASU SASQUASHFIT
Demeurant à :	20 Allée des Champs Pinsons 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE
Représenté par :	Monsieur Rodolphe VINGERDER
Pour :	Installer 5 enseignes dont 2 lumineuses parallèles à la façade de 53,25m ² au total
Sur un terrain sis :	20 Allée des Champs Pinsons

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande d'autorisation préalable susvisée,

Vu les pièces complémentaires déposées en date du 6/12/17,

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L 581-1 et suivants, relatifs à la publicité, aux pré-enseignes et enseignes,

Vu le règlement Local de Publicité (RLP) approuvé le 13 mars 2003,

CONSIDERANT que l'article R.581-59 du Code de l'Environnement impose que les enseignes lumineuses soient éteintes entre 1 heure et 6 heures, lorsque l'activité signalée a cessé,

Monsieur le Maire **ARRETE S/N° A 2017-448** *Monsieur le Maire*

ARTICLE 1

Le projet décrit dans la demande d'installation d'enseignes est ACCORDE sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS

L'enseigne lumineuse prévue au projet doit être éteinte entre 1 heure et 6 heures, lorsque l'activité signalée a cessé.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 15 DEC. 2017

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 18 DEC. 2017

En publication, affichage ou notification le :

POUR INFORMATION

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

-une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

**ARRETE PORTANT AUTORISATION
D'INSTALLATION D'ENSEIGNES**

DELIVREE PAR LE MAIRE
AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 17/11/2017	
Par :	Société Cash Vin
Demeurant à :	60 Avenue Ile de France 33370 ARTIGUES-PRES-BORDEAUX
Représenté par :	Monsieur Jérôme PLANTEY
Pour :	Installer 3 enseignes dont 2 lumineuses parallèles à la façade de 12,69m ² au total
Sur un terrain sis :	7-9 avenue de Toulouse

N° AP 031 506 17 0012

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande d'autorisation préalable susvisée,

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L 581-1 et suivants, relatifs à la publicité, aux pré-enseignes et enseignes,

Vu le règlement Local de Publicité (RLP) approuvé le 13 mars 2003,

CONSIDERANT que l'article R.581-59 du Code de l'Environnement impose que les enseignes lumineuses soient éteintes entre 1 heure et 6 heures, lorsque l'activité signalée a cessé,

ARRETE S/N° A 2017-440

ARTICLE 1

Le projet décrit dans la demande d'installation d'enseignes est ACCORDE sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS

L'enseigne lumineuse prévue au projet doit être éteinte entre 1 heure et 6 heures, lorsque l'activité signalée a cessé.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 15 DEC. 2017

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 18 DEC. 2017

En publication, affichage ou notification le :

POUR INFORMATION

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

-une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L21312 du code général des collectivités territoriales.

Demande déposée le 24/11/2017	N° DP 031 506 17 00113
Par : MADAME AUDEMAR ISABELLE Représenté par : Demeurant à : 70 AVENUE DES ILES 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE Pour : Fermer un porche existant Sur un terrain sis : 70 AVENUE DES ILES BW 131	Surface de plancher créée : 3,48 m2 Nb de logements : Nb de bâtiments : Destination : HABITATION

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE


Vu la déclaration préalable susvisée en vue de fermer un porche existant,
 Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.111-1, R.111-2, R.111-4, R.111-15, R.111-21, R.111-30 et suivants, R.421-1 et suivants,
 Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 modifié le 14 avril 2016 et mis à jour le 1^{er} août 2016,
 Vu la délibération n° DEL-11-503 du Conseil de Communauté de Toulouse Métropole en date du lundi 21 novembre 2011, instaurant la taxe d'aménagement sur l'ensemble des communes de Toulouse Métropole, modifiée par la délibération n° DEL-13-870 en date du 07 novembre 2013,
 Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait des gonflements des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne et approuvé le 01/10/2013,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : IL N'EST PAS FAIT OPPOSITION à la Déclaration Préalable susvisée

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge TOPP

 Adjoint au Maire
 Urbanisme et Aménagement urbain
 Sécurité, Communication, Protocole
 Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 22/12/2017

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 26 DEC. 2017

En publication, affichage ou notification le : 5 JAN. 2018

DECISIONS

**DECISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU C.G.C.T.
8ème alinéa - CONCESSION DE TERRAIN
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN**

Concession n° : 2017032

Emplacement : O/4

Date Echéance : 13 décembre 2067

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,

Vu la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8),

Vu l'arrêté n°24531 du 02 octobre 2015, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières,

Vu la demande présentée par **M. LÉVÊQUE Claude, André, Jules** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 10 Rue De Beauvoir**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

DECIDE S/N° D 2017-65

ARTICLE 1

Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de **M. LÉVÊQUE Claude**, et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Familiale** : une **CONCESSION CINQUANTENAIRE** à compter du **13 décembre 2017**

ARTICLE 2

Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **1770,00 €**.

ARTICLE 3

Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

ARTICLE 4

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé.

Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 15 décembre 2017

**Pour le Conseil et par subdélégation,
Madame Josiane LASSUS PIGAT
Conseillère municipale déléguée aux
Affaires Générales**



Fait à Saint-Orens de Gameville le: 15/12/2017

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le: 02/01/2018

Et publication, affichage ou notification le:

**DECISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU C.G.C.T.
8ème alinéa - CONCESSION DE TERRAIN
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN**

**Concession n° : 2017031
Emplacement : H/15
Date Echéance : 15 décembre 2047**

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,
Vu la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8),
Vu l'arrêté n°24531 du 02 octobre 2015, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières,
Vu la demande présentée par **M. DEBERNARDY Jacques, Laurent, Gabriel** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 14 Rue Des Capitouls**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

DECIDE S/N° D 2017-64

ARTICLE 1

Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de M. DEBERNARDY Jacques, et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Familiale** : une **CONCESSION TRENTENAIRE** à compter du **15 décembre 2017**

ARTICLE 2

Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **1504,00 €**.

ARTICLE 3

Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

ARTICLE 4

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé.

Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 15 décembre 2017

**Pour le Conseil et par subdélégation,
Madame Josiane LASSUS PIGAT
Conseillère municipale déléguée aux
Affaires Générales**



Fait à Saint-Orens de Gameville le: 15/12/2017

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le: 02/01/2018

Et publication, affichage ou notification le: _____

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L. 2122-22 DU C.G.C.T.****26^{ème} Alinéa****DEMANDE DE SUBVENTION POUR
LA REALISATION DE LA MAISON DES
ARTS MARTIAUX – MISE A JOUR DE
LA DECISION 2017-07****Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu l'article 141 de la Loi de Finances pour 2017, créant une dotation budgétaire de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22,

Vu la délibération n°73-2015 en date du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire, par délégation, de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales et notamment les demandes d'attribution de subvention à l'Etat et à d'autres collectivités territoriales.,

Vu la décision 2017-07, en date du 08 février 2017, sollicitant l'octroi d'un financement au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement des Communes et de leurs Groupement,


Considérant qu'il convient de mettre à jour le coût de l'opération, suite à la réception des devis des entreprises,

DECIDE S/N° D 2017-63**ARTICLE 1**

De solliciter, auprès de l'Etat, au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement des Communes et de leurs Groupements, l'attribution d'une subvention pour l'opération de réalisation d'une Maison des Arts Martiaux dont le montant des travaux est fixé à 6 271 996 € HT, soit 7 256 777 € TTC, selon la réception des devis des entreprises.

ARTICLE 2

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

Madame le Maire de Saint-Orens,**Dominique FAURE**
**Fait à Saint-Orens de Gameville le : 13 décembre 2017****Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 14/12/17****En publication, affichage ou notification le : 14/12/17**

Numéro de concession : 2017020

Emplacement : N/6

Date Echéance: perpétuelle

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22, 8ème alinéa,

Vu la délibération n° 73-2015 en date du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières ,

Vu l'arrêté n° 24531 du 02 octobre 2015, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières ,

Vu la demande présentée en date du 13 novembre 2017 par **Mme RIGNAULT Ghislaine, Yolande (épouse AZEMA)** demeurant à **Saint-Orens de Gameville, 60 chemin des Carmes**, tendant à modifier la concession n° 2017020 qui lui a été délivrée le 5 septembre 2017, pour une durée cinquantenaire, à vocation familiale

DECIDE S/N° 2017-62

ARTICLE 1

La concession n° 2017020 à vocation familiale, délivrée le 5 septembre 2017, au nom de **RIGNAULT** dans le cimetière NAZAN, pour une période cinquantenaire, **est transformée en concession perpétuelle**, ce qui représente une plus-value de 440 euros.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal. Un exemplaire en sera adressé à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, et à l'intéressée.

**Pour le Conseil par subdélégation,
Madame Josiane LASSUS PIGAT
Conseillère municipale déléguée aux
Affaires Générales**

Fait à Saint-Orens de Gameville le: 11 décembre 2017

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le: 18/12/2017

affiché, notifié ou publié le: